INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 19 janvier 2022**

* Les marchés européens sont repassés dans le vert mercredi, soutenu par le secteur du luxe. Le CAC 40 a ainsi gagné 0,55% à 7 172,98 points. L'Euro Stoxx 50 a quant à lui progressé de 0,1% à 4 262,10 points. Les indices ont néanmoins réduit leurs gains après l'ouverture de Wall Street, alors que le Dow Jones, le S&P 500 et le Nasdaq sont progressivement passés du vert au rouge: ils cèdent ainsi 0,13%, 0,21% et 0,52% respectivement en fin de journée.
* Les excellents résultats d'entreprises de part et d'autre de l'Atlantique ont permis de contre-balancer en partie les inquiétudes autour de la politique monétaire de la Fed. En particulier, les publications de Richemont et de Burberry ont permis au secteur du luxe de briller de mille feux au cours de la séance.
* De plus, le marché obligataire s'est détendu en fin de séance, le 10 ans américain cédant 3,9 points de base à 1,837%, bien que les rendements européens restent orientés à la hausse: le 10 ans allemand (+0,04 point de base) est en effet redevenu négatif après avoir passé une partie de la journée en territoire positif, pour la première fois depuis 2019. Un mouvement motivé par les craintes des investisseurs quant à une possible annonce de la Fed la semaine prochaine d'une remontée des taux dès le mois de mars.
* Du côté des statistiques, l'indice des prix à la consommation allemand, calculé aux normes européennes (IPCH), a été confirmé en hausse de 5,7% sur un an en décembre.
* Le cours du jus d'orange progresse de plus de 3% à 1,54 dollar la livre, un niveau inconnu depuis septembre 2018. Le ministère américain de l'agriculture a déclaré la semaine dernière qu'il s'attendait à ce que la Floride produise seulement 44,5 millions de cageots de 90 livres d'oranges cette année, abaissant ses précédentes prévisions. Il s'agirait de son niveau le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale. L'un des coupables est une maladie touchant les agrumes, appelée la " maladie du dragon jaune ", qui se traduit par des oranges plus petites et moins de fruits par arbre.

Une météorologie défavorable est également mise en cause.

* Au Royaume-Uni, l’inflation est au plus haut depuis 30 ans. Les prix à la consommation ont en effet grimpé de 5,4% en décembre 2021 en rythme annuel. Une hausse des prix qui pourrait encore s’accentuer par la suite, a prévenu Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d’Angleterre (BoE). Des propos qui renforcent la probabilité d’un resserrement monétaire le mois prochain. Le consensus table sur un tour de vis monétaire de 0,5%.

En fin d'après-midi, la livre sterling n'en profitait guère : elle ne grappille que 0,02% à 1,2005 euro. La devise britannique est cependant au plus haut face à l'euro depuis février 2020.

* La facture d’électricité aurait pu être particulièrement salée pour les particuliers à partir du 1er février. La Commission de régulation de l’énergie a proposé aujourd’hui une hausse de 44,5% du tarif réglementé, afin de refléter les coûts, dans les conditions prévues par la loi. Le gouvernement français a néanmoins annoncé des mesures la semaine dernière pour limiter l’augmentation à 4%. Une augmentation de 4% TTC en moyenne du tarif réglementé de vente d’électricité (TRVE) représentera une hausse d’environ 38 euros par an sur la facture d’un client résidentiel, explique la CRE.

En l'absence de mesures, la hausse serait de 330 euros par an.

En conclusion, la CRE indique qu'elle évaluera l'éventuel rattrapage à réaliser en 2023 sur les TRVE, dont le niveau dépendra des prix de marché en 2022 et des éventuelles mesures qui seront prises.

* En Allemagne, l'indice des prix à la consommation calculé aux normes européennes (IPCH) a augmenté de 0,3% en décembre par rapport à novembre et de 5,7% sur un an. Ces chiffres confirment la première estimation du 6 janvier dernier.

**SOCIETES**

* Sur les marchés, les valeurs du luxe ont brillé: LVMH (+3,67%) et Hermès (+2,39%) ont ainsi dominé le CAC 40, alors que STMicroelectronics (-3,07%) a fait figure de lanterne rouge. De son côté, Valneva (-12,04%) a été victime de l'impatience des investisseurs vis-à-vis de son vaccin anti-Covid.
* Si l’industrie aérospatiale a fortement pâti de la crise du Covid-19, Airbus (+0,78% à 116,78 euros) observe désormais de « forts signes de reprise ». Pour accompagner la remontée des cadences de production et préparer l’avenir, le géant européen a décidé de recruter près de 6 000 personnes lors de la première partie de l’année 2022. Ces embauches se feront dans le monde entier et dans toutes les activités du groupe.

Près du quart des recrutements prévus devrait se concentrer sur l'acquisition de nouvelles compétences pour soutenir les projets et l'ambition à long terme du groupe, notamment dans les domaines de la décarbonisation, de la transformation numérique et des cybertechnologies. En parallèle, un tiers du total des recrutements concernera des jeunes diplômés.

" Airbus a fait preuve de résilience tout au long de la crise du Covid, et a jeté les bases d'un avenir audacieux pour une aviation durable. Cela ne peut se faire qu'en acquérant les bons talents dans les différents domaines d'expertise qui nous aideront à développer nos activités au sortir de la crise, tout en préparant la transformation à long terme de l'entreprise ", a commenté Thierry Baril, le directeur des ressources humaines d'Airbus.

Après cette première vague d'embauches, le groupe réévaluera ses plans de recrutement avant le milieu de l'année 2022 et ajustera ses besoins en conséquence.

Rappelons que la crise sanitaire avait conduit Airbus à réduire la voilure de 9 000 postes. Le nombre de salariés du groupe était ainsi passé de 135 000 fin 2019 à 126 000 fin septembre 2021 (dernier chiffre disponible).

* Richemont bondit de 7,4% à 144,05 francs suisses et Burberry de 5,25% à 1 847,75 pence emportant le reste du secteur dans leur sillage. Kering (+3,9%), LVMH (+3,4%) et Hermès (+3,2%) trustent le podium du CAC 40. Le géant suisse du luxe, propriétaire de Cartier et Van Cleef & Arpels, comme le groupe de mode britannique, ont dévoilé des ventes trimestrielles impressionnantes grâce aux Etats-Unis et à l'Europe pour l'un et à l'Europe et l'Asie pour l'autre. Des performances de très bon augure pour les poids lourds français qui publieront bientôt leurs chiffres.
* M6 et TF1 dégringolent au SBF 120, faisant ainsi partie des plus fortes baisses de l'indice: le premier perd ainsi 7,42% à 17,22 euros, entraînant le second qui plie de 7,92% à 8,43 euros. Les deux groupes audiovisuels, qui devraient bientôt fusionner, sont pénalisés par la cession des 6,39 millions d'actions M6 détenues par la société d'investissement belge Compagnie Nationale à Portefeuille (CNP). Celle-ci a donc cédé l'intégralité de sa participation de 5,05%, au prix de 16,80 euros par action, soit un montant total d'environ 107,3 millions d'euros.

"Suite à la réalisation de l'Offre, CNP ne détient plus aucune action M6, précise la holding de la famille Frère. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la gestion active du portefeuille d'actifs de CNP".

* Pas sûr que la fable du lièvre et de la tortue ne s'applique à la course aux vaccins. C'est en tout cas semble-t-il le point de vue du marché qui sanctionne brutalement Valneva (-14% à 14,49 euros, -45% depuis le début de l'année). Selon Reuters, l'Agence européenne des médicaments (EMA) attend encore des données supplémentaires sur le candidat vaccin contre le Covid-19 du laboratoire français. Ce dernier a assuré que la procédure d’homologation suivait son cours et qu'il ne voyait pas de raison de douter de son calendrier

Valneva attend toujours les autorisations réglementaires au cours du premier trimestre de 2022.

Toujours est-il que le feu vert prend du temps, bien plus que celui obtenu par Pfizer, Moderna et AstraZeneca l'an dernier. Depuis, la pandémie a évolué et certains estiment que le variant Omicron pourrait être le dernier a suscité l'inquiétude. En Espagne par exemple, la Covid pourrait n'être plus considérée comme une pandémie.

Le nouveau variant est manifestement moins virulent que le Delta, mais beaucoup plus infectieux. Cette combinaison pourrait amener les experts à envisager d'utiliser Omicron comme un moyen de vaccination naturelle ce qui rendrait de fait le vaccin de Valneva moins indispensable.

"Cette stratégie présente plusieurs avantages pécuniaires, temporels, logistiques en plus du rétablissement d'une certaine équité entre les pays", observait en début de mois Invest Securities.

* Delta Plus bondit de 6,07% à la Bourse de Paris, à 92,60 euros par action, à la suite de l'annonce d'une belle acquisition en Italie. Le spécialiste des équipements de protection a en effet annoncé hier soir avoir racheté Maspica, un concepteur et fabricant de chaussures de sécurité haut de gamme sous la marque Sixton Peak. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais Midcap Partners affirme que celle-ci représente la plus grosse de l'histoire de Delta Plus, le chiffre d'affaires de la société italienne étant attendu autour de 38 millions d'euros pour 2021.

**ANALYSES**

* Après une longue période d'absence durant laquelle les responsables politiques s'inquiétaient plutôt du risque de déflation, la menace inflationniste pèse à nouveau sur le monde et avec elle, le vieux débat sur la manière de restaurer la stabilité des prix.

Les gouvernements doivent-ils resserrer leur politique monétaire et budgétaire en diminuant les dépenses et en augmentant les taux d'intérêt (la stratégie classique pour faire face à l'inflation) ou aller dans la direction opposée en baissant les taux d'intérêt, suivant ainsi le chemin de la banque centrale turque sous la direction du président Erdogan ? Ou peut-être devraient-ils intervenir directement en contrôlant les prix et en limitant la marge de manœuvre des grandes entreprises en la matière comme le proposent certains économistes et historiens aux USA ?

Si vous optez instinctivement pour l'une de ces mesures tout en rejetant les autres, pensez-y à deux fois. En économie toutes les situations sont différentes, et chacune appelle à une politique différente. Les mesures orthodoxes face à l'inflation ont souvent des effets collatéraux coûteux (par exemple les faillites ou la hausse du chômage) et ne produisent pas toujours les effets souhaités aussi rapidement que voulu. Le contrôle des prix a parfois fonctionné, notamment en temps de guerre.

Par ailleurs, lorsqu'une inflation élevée est due essentiellement aux attentes la concernant plutôt qu'aux « fondamentaux », le contrôle temporaire des salaires et des prix peut favoriser la coordination des prix et aboutir ainsi à un équilibre à faible inflation. De tels programmes « hétérodoxes » ont été couronnés de succès dans les années 1980 en Israël et dans un certain nombre de pays d'Amérique latine.

L'idée que des taux d'intérêt plus bas réduisent l'inflation n'est pas nécessairement farfelue non plus. Même si la plupart des économistes classiques la rejettent.

D'une manière générale, il est inapproprié de ridiculiser les idées passées de mode sur l'inflation en les qualifiant de « déni de science » (à l'instar du rejet des vaccins contre le Covid-19), comme l'ont fait certains économistes renommés. Lorsqu'une affirmation sur le monde réel semble incompatible avec les théories existantes, elle peut constituer un encouragement pour démontrer sa validité dans un contexte donné. La véritable science économique est contextuelle, non pas universelle. Alors que pourrait impliquer une approche contextuelle de l'inflation ?

L'inflation actuelle aux USA et dans beaucoup d'autres pays avancés ne ressemble pas à celle de la fin des années 1970. Elle n'est ni chronique (jusqu'à présent) ni alimentée par la spirale des prix et des salaires ou l'indexation arrière.

La pression inflationniste semble due en grande partie à un ensemble de facteurs temporaires liés à la pandémie, comme la réaffectation des dépenses des services vers les biens, et les perturbations dans la production et les chaînes d'approvisionnement. Les mesures monétaires et budgétaires expansionnistes stimulent les revenus, mais elles sont elles aussi temporaires. L'alternative aurait été un effondrement spectaculaire de l'emploi et du niveau de vie.

Dans les circonstances actuelles, les responsables politiques des pays développés ne devraient pas réagir de manière excessive à la flambée de l'inflation. Comme le souligne l'historien Adam Tooze, l'inflation transitoire appelle une réponse mesurée, que ce soit par la réglementation ou la politique monétaire.

Le meilleur argument contre le contrôle des prix n'est pas son « incompatibilité avec la science », mais son radicalisme excessif pour la période actuelle. La même prudence s'applique aux mesures orthodoxes : les banques centrales devraient faire preuve de patience avant de relever les taux d'intérêt.

Que penser de l'insistance d'Erdogan à dire que l'inflation élevée est la conséquence d'un taux d'intérêt élevé, plutôt que sa cause ? Son argument a toujours été contesté, car les déséquilibres macroéconomiques de la Turquie sont légion et s'accumulent depuis assez longtemps. Lorsqu'on ne peut juger à l'avance de la validité d'un argument, c'est en fin de compte la réalité qui permet d'évaluer la pertinence d'une théorie dans une situation donnée. Dans le cas de la Turquie, depuis que les décideurs politiques se sont lancés dans l'expérience d'Erdogan, les faits parlent d'eux-mêmes. En particulier, malgré la baisse du taux directeur de la banque centrale turque (le taux d'intérêt que les autorités monétaires contrôlent directement), les taux d'intérêt du marché ont continué à grimper. Les déposants et les épargnants ont exigé des taux plus élevés, poussant à la hausse le coût du crédit.

Cette situation fragilise l'idée selon laquelle une baisse du taux directeur réduit les coûts de production. Elle montre que la hausse des taux d'intérêt reflète des problèmes plus fondamentaux : une incertitude quant à la conduite de la politique économique et des anticipations d'inflation plus élevées.

Parfois, comme dans le cas de la Turquie, l'argument en faveur d'une politique économie orthodoxe est pertinent. Les expériences qui s'en écartent peuvent coûter cher. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il existe des règles universelles en économie, ou bien que le point de vue majoritaire parmi les économistes doit l'emporter. Car alors certaines innovations politiques majeures comme le New Deal aux USA ou la politique d'industrialisation en Asie de l'Est après la Seconde Guerre mondiale n'auraient jamais vu le jour.

L'objectif principal de la politique monétaire actuelle, cibler un taux d'inflation donné, trouve sa source dans le contexte politique et économique de la Nouvelle Zélande au cours des années 1980. Or cet objectif ne correspondait pas à la théorie monétaire en vogue à cette époque.

Les économistes devraient faire preuve d'humilité au moment de conseiller ou pas telle ou telle stratégie de lutte contre l'inflation. Certes, les dirigeants politiques doivent tenir compte des fondamentaux économiques, mais ils devraient se montrer suspicieux quand leurs conseillers économiques affichent une confiance excessive.

**L’AGENDA DU 20 janvier 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Prix à la production en décembre

**8h45 en France**  
Climat des affaires en décembre

**11h00 en zone euro**  
Inflation en décembre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Inscriptions hebdomadaires au chômage

Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**  
Ventes de logements anciens en novembre